

LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT

M. TEBBANI Kader, MC
M. CHALLAL Mohand, MA/CC

Atelier de Recherche sur le Développement Local
Faculté des sciences économiques et des sciences de gestion, UMMTO.

La place de population dans le développement économique doit constituer le souci majeur des chercheurs des pays du Tiers Monde. En amont, le facteur humain peut être considéré comme une ressource (intarissable) pour le développement économique, et en aval la population est génératrice de besoins supplémentaires à satisfaire. C'est en ces termes que les économistes ont toujours présenté l'équation. Dans un premier temps nous présenterons le concept de « population » sous ses différents aspects. La sociologie définit la population «comme l'ensemble des personnes occupant, à une période donnée une zone spécifique (ville, pays ou continent)». La discipline qui consiste à étudier les populations est la démographie. Elle porte sur certains facteurs que sont la taille, la composition et la distribution des populations et leurs schémas d'évolution dans le temps (naissances et décès) et dans l'espace (exodes et migrations).

La population doit être considérée dans toutes ses dimensions : sociologique, culturelle, religieuse, politique, géographique et économique. Autrement dit, il serait plus juste de parler « d'une population donnée » dans « une société donnée », en tenant compte des spécificités de cette dernière.

Le facteur démographique doit être appréhendé essentiellement sous l'angle socio-économique, aussi bien comme agent économique (consommateurs, producteurs, ménages...) que comme facteur de production (travailleurs, investisseurs...)

Aujourd'hui, il serait intéressant de procéder à l'analyse détaillée de tous les facteurs déterminants de la population, ainsi que leurs interactions dans la nouvelle dynamique de développement, en tenant compte des

engagements qui s'opèrent dans le cadre de la transition vers l'économie de marché, l'objectif étant de comprendre dans quelles mesures le potentiel humain peut servir d'atout privilégié, contrairement aux théories développées le plus souvent, dans la relance économique, si les conditions idoines pour sa rentabilisation sont créées. Le facteur démographique sera donc considéré comme une variable « dynamique » dans l'équation du développement, en tenant compte justement des spécificités régionales, géographiques, politiques et culturelles de la région ou du pays considéré.

Les études de populations entreprises portent ainsi sur les causes et les conséquences de ces facteurs. Elles permettent aux gouvernements et aux organisations internationales de mettre en oeuvre les politiques démographiques adéquates.

La démographie fait appel à d'autres disciplines indispensables comme les mathématiques et les statistiques mais aussi à l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, la géographie et la médecine.

La population comme facteur démographique :

Robert T. MALTHUS est reconnu pour être le précurseur dans le domaine avec la publication de « Essai sur le principe de la population » en 1798. Cet économiste attire l'attention dans son ouvrage sur « les dangers d'un accroissement de la population supérieur à celui de la production ». Il distingue dans les solutions préconisées pour « juguler la pression démographique » les « moyens destructifs » (guerres, famines, épidémies, etc.) et les « moyens préventifs » (célibat, contraception, etc.).

L'essor des sciences « behavioristes » au 20^{ème} siècle et les progrès réalisés dans les domaines de la statistique et surtout de l'informatique ont ensuite stimulé les recherches en matière de démographie. L'outil principal de la démographie est le recensement des populations. Le dictionnaire économique définit le recensement comme « un dénombrement de tous les individus, qui sont classés en fonction de leur âge, de leurs activités économiques et de leur situation sociale ».

La méthode la plus couramment utilisée est l'échantillonnage qui est défini « comme un sondage au service de la démographie ». Les enquêtes réalisées à partir d'échantillons de la population fournissent les données nécessaires (indispensables) à l'analyse des causes et des conséquences des évolutions démographiques. Les données sont généralement exprimées en proportions (taux de natalité, taux de fécondité, taux de mortalité, taux d'accroissement démographique, etc.). Les démographes utilisent aussi des techniques comme « l'indice synthétique » et « l'espérance de vie à la naissance ».

Le premier est « le nombre d'enfants qu'aurait une femme pendant sa période de reproduction si elle avait la même fécondité que celle observée sur les femmes des diverses tranches d'âge au même moment ». L'espérance de vie à la naissance « est la durée moyenne de vie qu'aurait une population » à un moment donné.

Il est important de souligner à ce niveau que la qualité et la quantité des informations diffèrent entre les pays développés et ceux du tiers monde. Cette différence peut être expliquée par la performance des outils utilisés mais aussi par le coût de l'opération que beaucoup de pays pauvres ne peuvent se permettre de supporter de manière régulière.

A l'échelle internationale, la Division de la population des Nations unies publie un annuaire démographique qui est considéré comme une référence et sert à l'élaboration d'une politique globale de développement par le biais du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Le facteur humain sera étudié d'abord comme un facteur microéconomique, à savoir une contrainte considérée dans une fonction de « revenu » à maximiser $F(K, L)$, ensuite comme un agrégat macroéconomique (élément de la valeur ajoutée et du produit brut) et enfin comme un élément socioculturel ayant ses spécificités

Le facteur humain comme facteur microéconomique :

Sur le plan microéconomique, le facteur humain (démographique) est aussi bien un facteur de production (main-d'œuvre) dans l'entreprise qu'un agent économique (ménages, consommateur...). Il est de ce fait considéré comme un élément constitutif des coûts et coûts de revient, donc de la valeur ajoutée par chaque entreprise au produit brut du territoire considéré.

Sur le plan microéconomique, les effets de la croissance démographique peuvent être synthétisés comme suit :

Le « travail étant la source de toute richesse », il doit être ainsi considéré comme un « atout » et non une contrainte dans l'équation de la production de l'entreprise.

Au même titre que « le capital financier », « le capital humain » doit être vu comme un générateur privilégié d'intérêts et de dividendes s'il en est toutefois fait une utilisation rationnelle. Le calcul de l'utilité marginale d'une unité démographique supplémentaire nous permettra d'apprécier l'apport du facteur humain dans la croissance économique d'une unité de production donnée.

Le facteur humain (offre de travail) est un élément déterminant dans l'équilibre du marché du travail et la fixation des salaires.

Le facteur humain (consommateur) permet l'équilibre du marché des prix des biens et services, par la loi de l'offre et de la demande.

Le facteur humain (investisseur/producteur) est créateur d'emplois, de richesse et donc de croissance.

La population (ménages) est un agent prépondérant dans l'environnement économique d'une région, d'un territoire ou d'un pays.

La population (être humain) est enfin le « berceau » d'où émergent les scientifiques, les artistes, les écrivains, les historiens, les politiciens et tous ceux qui participent à l'épanouissement naturel et culturel de la société.

Le facteur humain comme agrégat macroéconomique :

Historiquement, il est reconnu de tous que la première explosion démographique en Europe a entraîné la révolution industrielle. En effet, puisque « la nécessité est considérée comme la mère de l'invention », la logique d'un tel argument est somme toute évidente.

La relation population – croissance économique peut être vue sous deux angles opposés : du point de vue de la demande, la croissance de la population entraîne une augmentation de la demande de biens et services, ainsi que d'autres ressources, alors que du point de vue de l'offre, elle constitue une offre de travail supplémentaire pour produire plus de biens et services. Ce « paradoxe » représente l'équation que les économistes du Tiers Monde n'ont de cesse tentée de résoudre sans grand succès.

Sur le plan de la comptabilité nationale, le facteur humain est retrouvé dans la définition de la quasi-totalité des agrégats nationaux d'un pays (PIB, PNB, VA, emplois, ressources...)

La relation entre la population et le développement

La relation entre la population et le développement a toujours suscité un large débat, aussi bien sur le plan théorique qu'au niveau des modèles de croissance élaborés par les spécialistes et analystes en économie de développement.

Le concept de « population » est considéré dans son sens large, ne se limitant pas de ce fait au caractère démographique de celle-ci, mais en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui la caractérisent (culture, religion, éducation, santé, démographie, habitat, emploi...)

Dans les théories de développement étudiées, la relation entre la croissance démographique et la croissance économique a souvent posé le problème de « cause à effet », dans la mesure où elles (théories) sont généralement basées sur les expériences des économies des pays nouvellement décolonisés qui montrent clairement que le taux de croissance économique ne suit pas avec régularité « économiquement acceptable » celui de la croissance démographique, sinon que les deux sont inversement proportionnels dans certains cas.

Des modèles basés sur des études empiriques dans des pays du Tiers Monde ont montré que l'interprétation économique du facteur humain n'est pas une chose aisée, et que toutes les thèses qui ont tenté de l'intégrer dans leur modèle comme une « variable statique », se sont avérées inefficaces. En effet, combien de fois des conclusions hâtives ont été tirées sur la relation du facteur démographique avec tel ou tel phénomène économique, pour se voir contredites par des réalités sur le terrain.

L'Inde fut le premier des pays en voie de développement à adopter en 1952 une politique destinée à ralentir sa croissance démographique. L'objectif était « de promouvoir le développement socio-économique en allégeant le poids que représente une population jeune, et en augmentant rapidement ». Des campagnes de sensibilisation par rapport à l'utilisation de la contraception et des programmes de planning familial et de limitation des naissances sont menés dans quasiment tous les pays à forte croissance démographique. La Chine est connue pour avoir la politique la plus rigoureuse en matière démographique avec la limitation à un enfant par couple, sous peine de sanction.

La population comme élément sociologique :

Les sociologues mais aussi les économistes définissent la population active comme « l'ensemble des personnes, ayant atteint l'âge de travailler, occupant un emploi ou à la recherche d'un emploi... »

Cette catégorie regroupe « la population active occupée, qui comprend les personnes qui exercent effectivement une activité professionnelle, les chômeurs et les bénéficiaires de stages en entreprise ou de contrats de formation ». Elle exclut « les inactifs qui regroupent les enfants, les étudiants, les personnes âgées, les femmes au foyer et les militaires du contingent ».

Le Bureau international du travail (BIT) classe comme chômeur « toute personne en âge de travailler, sans travail mais immédiatement disponible, ayant accompli au moins un acte de recherche durant la période précédant l'enquête ».

Le taux d'activité, autre indice utilisé par les analystes, représente le rapport entre la population active occupée et la population totale.

Il est souvent constaté, y compris dans les pays développés, des disparités très nettes selon l'âge et le sexe. Les jeunes et les femmes sont les catégories les plus touchées par le phénomène du chômage.

A l'instar des sociologues et démographes, les économistes utilisent le concept de « population » dans les théories et modèles économiques comme un indice de croissance et un facteur du développement économique.

La population comme facteur économique de développement :

La relation entre la croissance démographique et l'économie de développement peut être vue aussi bien comme un « challenge » que comme un « stimulant » de croissance économique. Le premier consiste à l'*-a satisfaction des besoins de chaque « bouche » supplémentaire d'une population en croissance permanente. Le second est lié au fait que chaque « nouveau-né » représente une richesse potentielle future.

Les effets de la croissance rapide de la population peuvent être synthétisés comme suit :

Si le revenu moyen par habitant est considéré comme un indicateur de l'amélioration du niveau de vie de la société, il est évident que dans un pays où la population augmente et le taux de croissance économique stagne, le niveau de vie moyen ne peut que se détériorer. Il s'agit de l'effet « Malthusien » majeur du problème de la croissance rapide de la population dans les pays en voie de développement.

L'augmentation de la population diminue les rapports Homme/Terre et Homme/Ressources. Il en résulte une sur - utilisation des ressources disponibles et plus de pauvreté.

Une forte augmentation de la population crée une demande supplémentaire en matière d'éducation, de logement et de santé publique à laquelle les pays pauvres ne peuvent pas répondre.

En matière de biens de consommation, la croissance démographique induit une forte demande sur le marché, et comme l'offre n'arrive pas toujours à suivre, il en résulte une augmentation des prix, autrement dit un taux d'inflation élevé. Les pays en voie de développement ont souvent recours dans ce cas à l'importation, ce qui entraîne un déficit « chronique » de la balance des paiements et une dépendance alimentaire permanente vis-à-vis de l'occident.

La forte croissance démographique est intimement liée (sinon la cause principale) aux problèmes de surexploitation des terres agricoles, de l'exode rural, du chômage urbain et de fléaux sociaux (délinquance juvénile, drogue, mendicité, prostitution, déperditions dans le système éducatif, etc.).

La pression démographique est enfin à l'origine des problèmes de pollution de l'environnement et de la prolifération de bidonvilles, avec des conséquences désastreuses sur la santé publique.

Tous les arguments développés plus haut, et la liste n'est certes pas exhaustive, démontrent inéluctablement que les coûts d'une forte croissance démographique, dans les pays en voie de développement, sont nettement au-delà de ses avantages potentiels.

Il a été mentionné aussi que dans les pays en voie de développement, les enfants sont considérés aussi bien comme des « biens de consommation » que comme des « biens d'investissement ».

Dans le modèle du « choix économique », les bébés sont considérés comme compétitifs avec d'autres biens de consommation, pour les allocations qu'ils procurent à la naissance. Il est aussi argué par d'autres qu'ils constituent un investissement parce que, avec l'absence d'un système de sécurité sociale adéquat dans la plupart des pays en voie de développement, les parents attendent que leurs enfants s'occupent d'eux à leur vieillesse.

La question évidente qu'il faudrait se poser est de savoir si le facteur économique est pris en considération plus que les facteurs psychologique, social et biologique dans la détermination du taux de fertilité. Le rapport entre le niveau du revenu des parents et le taux de fertilité n'a jamais été établi de manière irréversible à cause d'autres facteurs culturels, religieux, etc.

La thèse souvent soutenue est que « l'urbanisation peut changer les attitudes », même s'il est difficile d'admettre que la seule transposition d'une population d'un village vers une ville puisse changer des coutumes ancestrales.

L'hypothèse ainsi mise en avant est que le taux de fertilité est inversement proportionnel au degré d'urbanisation atteint par le pays. Une meilleure urbanisation entraînerait plus d'opportunités d'emploi, donc un meilleur revenu, une meilleure éducation, notamment pour les femmes, ce qui réduirait le taux de fertilité, et par conséquent la croissance démographique. Néanmoins, certaines situations dans le monde (Inde, Amérique Latine) nous prouvent exactement le contraire, à savoir que le taux de fertilité est plus élevé dans les villes que dans les zones rurales.

Ainsi, il est difficile de généraliser dans la pratique l'évidence selon laquelle il y aurait un impact positif de l'urbanisation sur la croissance démographique dans les pays en voie de développement. Néanmoins, la thèse de départ reste parfaitement valable sur le plan théorique.

Il est souvent admis que le taux de chômage est intimement lié au taux de croissance démographique. En effet, une forte pression démographique conjuguée avec une croissance économique stagnante dans la plupart des pays en voie de développement a entraîné nécessairement un taux de chômage élevé. Néanmoins d'autres facteurs comme la déstructuration de l'économie, la répartition inégale du revenu national, l'exode rural et les disparités régionales et sectorielles sont des causes qui y sont pour beaucoup dans la montée de ce phénomène. L'absence ou l'inefficacité des politiques suivies en matière d'emploi dans ces pays a fait du chômage un « phénomène chronique », contrairement aux pays industrialisés qui ont vécu ce problème durant les années 1930 de manière « cyclique ».

Quelques conclusions :

En guise de conclusion, nous pouvons dire que le facteur humain doit être le paramètre le plus important à considérer dans la construction de tout modèle économique fiable. La population est une source potentielle de richesse et de croissance économique. Néanmoins, une forte croissance démographique peut constituer un frein au développement.

L'ensemble des éléments exposés ci-dessus plaide de manière convaincante en faveur d'un recours plus fréquent et d'une présence plus hardie et plus significative des spécialistes dans les domaines, social, organisationnel et culturel pour améliorer la qualité du travail de développement et agir sur la nature des interventions dans les programmes de développement.

Leurs conceptions par le passé rejetées car considérées à tort comme dénuées de fondements ont su aujourd'hui s'attirer un meilleur égard et se forger une plus appréciable considération. Les applications pratiques de leur discipline (sociologie) inspirent davantage confiance et un grand nombre de préjugés négatifs ou d'à priori concernant la démarche des sciences sociales non économiques ont totalement disparu. Ceci n'empêche pas pour autant le fait que certains facteurs propres à la discipline continuent encore d'empêcher l'utilisation plus attirée des sciences sociales dans les interventions de développement et dans l'élaboration des politiques de changement.

En effet, force est de constater qu'à ce jour, très peu de travaux de systématisation, de conceptualisation ou de codification de l'expérience acquise grâce à la recherche appliquée ont pu être réalisés par les professionnels des sciences sociales ou les théoriciens du domaine. Par ailleurs et en dépit d'un semblant d'accord très mitigé, le fossé entre les deux sous groupe de protagonistes – celui des théoriciens et celui des praticiens du développement et de la recherche appliquée – ne cesse de s'élargir et ne peut que donner lieu à des résultats négatifs dans la réalisation des programmes de développement.